

Carte blanche



Hervé Hasquin

Administrateur délégué du Centre Jean Gol

Trois couleurs : Rouge

Un correspondant étranger qui arriverait ces jours-ci en Belgique et tenterait de se faire une idée de la situation politique de notre pays en y allumant la télévision serait probablement amené à se demander s'il n'y a, en Wallonie et à Bruxelles, qu'un seul parti. Un parti dont la voix se confond naturellement avec les institutions qu'il gère, ce qui légitime une étonnante équation : PS = Wallonie = représentants et défenseurs des francophones. Car la volonté d'hégémonie d'un parti est une chose ; le soutien qu'offrent les médias à cette volonté en est une autre. Et cela pose, sous des dehors qui pourraient sembler anecdotiques, un grave problème de représentation démocratique et d'accès des citoyens à une information crédible, objective et pluraliste.

Premier acte : l'émission « Question à la Une » du 18 avril 2007 sur la RTBF, à moins de deux mois des élections législatives fédérales, offre gratuitement une mise en scène

de premier plan au Ministre-président de la Région wallonne et Président du PS, tête de liste dans le Hainaut. Il n'a en face de lui... aucun contradicteur politique ; seuls des citoyens ou des journalistes l'interpellent. Comment perdre un débat où vous êtes face à vous-même, et où la seule difficulté sera de trouver le ton juste pour rassurer les brebis égarées, c'est-à-dire d'expliquer que seul le PS – pour lequel, soit dit en passant, 70 % de la population ne vote pas –, est capable de parler de la Wallonie, de diagnostiquer ses problèmes et de les résoudre ? Le débat pluraliste n'est intervenu qu'en fin d'émission lorsque les chefs de file des différentes formations politiques wallonnes ont eu à débattre du sujet de l'émission

Deuxième acte : à grands renforts d'encarts de presse et d'un matraquage à la Star Ac, on nous vend ce mercredi 25 avril un duel sur RTL-TVI et VTM comme l'événement phare d'une campagne

électorale. Certes, à première vue il semble y avoir progrès : le Président du PS ne débat plus seul, il a un contradicteur politique en face de lui, et – on en conviendra – pas n'importe lequel. Mais en quoi s'agit-il d'un débat politique ? Les téléspectateurs, tant au nord qu'au sud du pays, pourront-ils exercer un choix entre ces deux

On rêve que, comme dans toute démocratie qui se respecte, on rebatte les cartes pour de vrai

personnalités, comme les Français indécis pourront le faire après avoir vu le débat Segol-Sarko ? Non, puisque – pour rappel – seuls les Flamands pourront voter pour le Président du Gouvernement flamand, et seuls les francophones du Hainaut pour une tête de liste PS à la Chambre.

Les téléspectateurs francophones auront assisté à la défense vigoureuse de la Wallonie par son sauveur, qui se sera magnifique-

ment drapé dans son rôle de (seul) rempart contre les velléités flamandes. Tout bénéfique également pour le candidat CD&V, qui aura fait mousser l'audience flamande par son déterminisme contre l'archaïsme wallon. Bref, ils y gagnent tous les deux, et c'est normal : ils ne prennent aucun risque, puisque aucun des deux n'a à craindre que l'autre lui prenne son électorat. Alors, osons cette question : y a-t-il un débat politique qui vaille sans risque ?

Attention, on ne soutient pas ici qu'il ne faudrait pas faire de débat entre Flamands et francophones. Mais il y avait certainement moyen de le faire sans favoriser aussi visiblement de part et d'autre une formation politique unique et sans légitimer l'ambiguïté entre les fonctions institutionnelles dont les concernés ont la charge et leur qualité personnelle de candidats. D'autres formations politiques ne seraient-elles pas aptes à débattre avec l'autre rôle linguistique ? Et ce, avec des accents cer-

tainement bien différents des deux Ministres-présidents ?

Le débat n'aura fait que confirmer l'équation PS = Wallonie, CD&V = Flandre. Superbe avancée démocratique, en effet ; les francophones continueront à amalgamer la Flandre au CD&V, pendant que les téléspectateurs flamands continueront à ne voir la Wallonie que derrière le PS. Chacun des deux « champions » se sera posé, avec la complicité incompréhensible des médias de masse, en rassembleur de son camp. Aucun des deux ténors n'aura eu à se remettre en cause.

Les médias qui permettent une telle réduction du champ démocratique ont-ils bien conscience de ce dont ils se rendent complices ? Ce débat aurait pu avoir lieu en des temps moins suspects ; en campagne électorale législative, il se fait au détriment de tous les autres partis. Tant pis pour ceux qui ne se reconnaissent ni dans la Wallonie de l'un, ni dans la Flandre de l'autre. Tant pis pour les partis qui

totalisent autant de sièges à la Chambre – rappelons qu'il s'agit bien d'élections législatives – que le PS. Tant pis pour le débat contradictoire au sein même des espaces électoraux francophone et flamand.

Alors, évidemment, on se met à rêver... On rêve d'une campagne où on n'aurait pas l'impression qu'on tente de nous vendre un duo comme seuls représentants de leurs communautés. On rêve que les médias de masse redécouvrent le pluralisme. On rêve que les candidats acceptent des face-à-face non plus avec eux-mêmes mais avec des personnalités de leur communauté linguistique aptes à les mettre en danger/en question. On rêve que le débat démocratique renoue avec ses corollaires : le refus de sanctifier les situations figées, le goût pour la confrontation, la prime à ceux qui acceptent le risque d'avoir tort. On rêve que, comme dans toute démocratie qui se respecte, on rebatte les cartes pour de vrai. ■